

COMMUNIQUÉ POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Élections québécoises 2022 : favoriser la résilience des entreprises agricoles

Longueuil, 6 septembre 2022 – L'Union des producteurs agricoles (UPA) demande au prochain gouvernement de favoriser la résilience des entreprises agricoles du Québec en assurant un financement récurrent et ponctuel à la hauteur des besoins, en raison notamment du sous-investissement des dix dernières années, de la période inflationniste historique et de son impact direct sur les coûts de production.

« Dans un contexte d'endettement croissant et de rentabilité amoindrie, on demande aux entreprises agricoles de contribuer davantage à l'autonomie alimentaire, d'être toujours plus compétitives, de répondre aux attentes sociétales, de s'adapter aux changements climatiques et de saisir toutes les occasions sur les marchés. Le soutien pour atteindre tous ces objectifs n'est tout simplement pas au rendez-vous », a déclaré le président général de l'UPA, Martin Caron.

Depuis l'automne 2021, le prix moyen de l'alimentation animale, des engrais et du carburant a grimpé d'environ 50 %. Ces hausses représentent près de 1,5 G\$ en dépenses additionnelles sur une base annuelle. Du côté des taux d'intérêt, la situation pourrait se détériorer rapidement, car chaque augmentation de 1 % diminue le revenu agricole net d'environ 19 % (250 M\$).

Les agriculteurs doivent aussi pouvoir compter sur des programmes de gestion des risques d'entreprise (GRE) qui leur permettent de faire face aux difficultés inhérentes à leur métier et de traverser les crises. Ce qui n'est pas le cas présentement. Les programmes actuels ne permettent plus de gérer efficacement les risques climatiques (aléas météorologiques imprévisibles), phytosanitaires (maladies des cultures ou animales), économiques (inflation) et commerciaux (instabilité des marchés) qui mettent en péril la rentabilité des entreprises agricoles.

« Les budgets dévolus au secteur agroalimentaire sont sensiblement les mêmes qu'en 2010, malgré l'adoption, en avril 2018, d'une politique bioalimentaire ambitieuse. Il faut corriger le tir rapidement », a continué M. Caron, tout en insistant sur l'importance de reconnaître le professionnalisme des productrices et des producteurs. Rappelons à cet égard que le projet de loi 41 (réforme de la Loi sur les agronomes) déposé en juin dernier nie l'expertise des agricultrices et des agriculteurs et limite leur autonomie, ce qui ne répond absolument pas aux besoins et aux attentes exprimées.

« La solidité de la filière agroalimentaire du Québec repose sur chacun de ses acteurs. Les récentes années ont fortement perturbé les chaînes d'approvisionnement et c'est grâce à leur immense résilience que les producteurs et les transformateurs alimentaires du Québec ont pu poursuivre leur mission : nourrir le Québec! », souligne Mme Sylvie Cloutier, présidente-directrice générale du Conseil de la transformation alimentaire du Québec. « L'augmentation vertigineuse du coût des intrants, la nécessité de la transformation numérique de nos entreprises et le manque de main-d'œuvre sont des enjeux communs à nos deux secteurs. L'interdépendance étroite qui existe entre la transformation et la production alimentaire au Québec a permis de bâtir une industrie qui se chiffre en milliards de dollars annuellement et en centaines de milliers d'emplois. L'agroalimentaire est un pilier économique incontournable de la société québécoise. »

C'est pourquoi l'UPA demande :

- d'augmenter de 50 % (500 M\$) les budgets dévolus au secteur agroalimentaire québécois;
- de verser rapidement une aide spécifique aux entreprises agricoles pour pallier la hausse fulgurante des coûts de production et la montée vigoureuse des taux d'intérêt;
- d'actualiser, d'indexer et d'adapter les programmes de GRE;
- de répondre positivement aux demandes de plusieurs secteurs de production, en l'occurrence apicole et pomicole;
- un programme d'encouragement à l'automatisation, la robotisation et les nouvelles technologies;
- de faciliter à tous les égards le recours aux travailleurs étrangers temporaires.

Pour en savoir plus sur les enjeux agricoles et forestiers de la campagne électorale 2022, suivez l'UPA sur le [Web](#), ainsi que sur [Twitter](#) et [Facebook](#).

Renseignements :

Jessica Blackburn

Chargée des relations de presse et des réseaux sociaux, UPA

450 679-0540, poste 8415 | 418 540-0638 | jblackburn@upa.qc.ca